



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale (FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre
0690.28.19.86
fsas.cgtg@laposte.net
www.veyatifsascgtg.org



La paranoïa d'Etat !

Ainsi donc, il paraît que le collectif des organisations en lutte serait de mèche avec des « Gangs » pour escroquer des entreprises ! La corruption est tellement récurrente, et c'est peu dire, dans le système néolibéral que l'Etat néolibéral de Macron ne peut conclure qu'à ce genre d'affaire pour tenter, une énième fois, de jeter le discrédit sur le collectif et, faisant d'une pierre deux coups, tenter de le diviser et de le priver de son soutien populaire. A ce nouveau jeu, ce sont encore les mêmes chiens de garde qui s'y mettent pour relayer une déclaration venant d'un fonctionnaire de justice qui tarde, bizarrement, à traiter les plaintes en cours après la mort de près d'un millier de Guadeloupéens en Août et Septembre 2021. Cette nouvelle frasque est l'expression même de la paranoïa d'un Etat qui cherche, par tous les moyens, à se soustraire de ce qu'il doit faire : **s'asseoir et négocier pour sortir de la crise !**

Le système néolibéral qui a aliéné le système Républicain depuis trois décennies semble bien en difficulté avec cette « minorité d'antivax », en particulier la Guadeloupe. Il a toujours eu besoin des éléments qu'il qualifie d'extrémistes ou de mafieux pour asseoir son pouvoir. Il a besoin de tout ce qui cultive les pulsions primaires et mortifères de l'humain pour diviser la société, infantiliser les citoyens et sauvegarder sa domination... **Mangez-vous entre vous et foutez-nous la paix !** Telle pourrait être sa devise.

Que n'ont-ils pas fait pour soustraire la population de l'influence grandissante du *collectif des organisations en lutte* ? Nous traiter de quasi-primitifs de par nos croyances jusqu'à faire appel à nos propres frères et sœurs, honorés d'être aux premières loges, pour asseoir le même mépris des nègres de maison d'il y a moins de deux-cent ans. Même « *Le canard enchainé* » s'y met comme pour sauver le soldat Macron comme il l'a déjà fait en 2017 en déstabilisant un candidat, certes de Droite, mais qui gênait le candidat préféré de la finance internationale.

Mais voilà, Omicron ne réponds malheureusement pas au rendez-vous du terrorisme légal, déjà Delta ne nous a pas fait plier. Si nous devons respecter les lois de la nature il est évident que les variants à venir vont s'étioler jusqu'à se banaliser, à moins que ce virus vienne de Mars ou soit une fabrication d'un Frankenstein des temps modernes. Mais vaille que vaille, les thuriféraires de la nouvelle médecine génique n'en démontent pas en dépit de la marche arrière de tous les pays qui avaient mis en place le tout « vaccination ARNm » en lieu et place de traitements.

Seulement 200 personnes sont aux urgences sur toute la France mais on ferme des services d'urgences au prétexte de manque de place après avoir fermé des milliers de lits. Ici, l'ARS se prend pour une instance législative et interprète la nouvelle loi sur la passe vaccinal comme écartant désormais toutes les rémissions après COVID. On parle même de « vacciner » les enfants de 5 à 11 ans malgré l'avis du Conseil d'Etat pendant que Delfraissy, le monsieur « vaccin » de la France, fini par avouer que ce n'est pas un vrai « vaccin » mais un traitement.

Nous en sommes au 12ème texte de loi et toujours à patauger dans un borbier qui ne satisfait que les lâches et les complices. Nous n'avons plus d'intellectuels et de partis politiques dignes de ce nom pour jouer le rôle d'anticorps démocratiques et éveiller la conscience collective face aux grands dangers de la fabrique de la servitude qui se manifeste sous nos yeux. On préfère la fainéantise des concepts édulcorés du néolibéralisme, qui se joue des Droits de l'Homme, plutôt que de se ressourcer dans les grandes idées émancipatrices.

La plus grande comorbidité sociale est la peur permanente entretenue par les seuls responsables de ce chaos total : l'Etat néolibéral qui plus est, néocolonial ! Pourtant, cet Etat est acculé et comme dit le proverbe « *I kaka an ma a-y !* », il s'est lui-même mis dans une merde en refusant d'accepter le positionnement responsable et citoyen de la population Guadeloupéenne malgré l'échec patent des solutions qu'il impose. La pandémie est sur sa pente descendante et même l'OMS recommande la levée des interdictions de voyager et des systèmes de passe vaccinale.

Dans ce contexte, l'arrestation de plusieurs jeunes Guadeloupéens que l'on présente comme des gangsters prêts à en découdre est un plan foireux quand on voit comment on a poussé la manifestation du 20 Janvier vers Pointe-à-Pitre à dessein. D'ailleurs, nous sommes toujours en attente de la manifestation de la vérité sur la mort de notre regretté camarade Jacques BINO... Plus de vingt ans ont passé et la justice n'a toujours pas élucidé cette affaire mais nous serions des mafieux pour avoir eu le culot de résister à la connerie de nos gouvernants ?

70% de la population Guadeloupéenne refuse d'être des cobayes sans compter ceux qui y ont cru mais qui déchantent de plus en plus. Pourtant, nos politiques sont encore sur cinq million pour « la route du rhum » et les médias affirment, sans sourciller, que Macron serait à 30% de confiance électorale... Un type incapable de sortir dans la rue sans recevoir une injure si ce n'est plus ! L'inquiétant ? La Guadeloupe observée avec un grand intérêt en France au point que seulement moins de 30 % de la population aurait un schéma « vaccinal » qui respecte le nouveau passe vaccinal.

Quoiqu'il en soit, la FSAS-CGTG :

- **Condamne fermement** la volonté farouche du gouvernement d'imposer aux soignants, aux intervenants du médicosocial, du social et des services à la personne, aux enfants puis à toute la population, une stratégie dite « vaccinale » à répétition qui ne règle en rien cette pandémie mais jette le discrédit sur la science et remplit les poches des fabricants.
- **Dénonce fermement le passe vaccinal** destiné à asservir les citoyens et non à juguler la COVID.
- **Dénonce et combat** toutes les tentatives de division de la population sur le fondement sanitaire.
- **Exige** de l'Etat une posture responsable par sa participation à la table de négociation.
- **Exige une dérogation à l'application de la loi du 05 Août 2021**. Ce qui fût possible pour le Chlordecone doit l'être pour la COVID.
- **Exige** la réintégration de tous les professionnels suspendus, salariés- agents et libéraux.
- **Récuse** toute tentative de licencier-écarter les suspendus sur la base de l'abandon de poste, issue trouvée par les autorités après la suppression du licenciement par le sénat, alors qu'ils ont été mis en situation de non-travail en total irrespect du contrat de travail.
- **Exige** l'arrêt des réformes et de la T2A, sources premières des difficultés hospitalières.
- **Exige** le respect de la liberté de prescrire des médecins, meilleur porte de sortie.
- **Exige** des moyens pour soigner et accompagner en toute sécurité.
- **Exige** des traitements efficaces, moins couteux et expérimentalement vérifiés dans d'autres pays. Des repositionnements de molécules sont avérés mais, jusqu'à ce jour, le déni des autorités est manifeste.
- **Exige** l'autorisation de vaccins conventionnels plus efficaces et moins chers, l'expérience Cubaine étant l'une des meilleures pistes.
- **Exige** la formation de jeunes professionnels dans la santé, le médico-social, les services à la personne... afin de combler le manque de personnels.
- **Exige** un véritable plan de réorganisation sanitaire, gérontologique et médico-sociale sur le fondement des réalités archipélagiques, sismiques, volcaniques et cycloniques de la Guadeloupe.
- **Appelle** tous les professionnels du sanitaire, du médicosocial, du social, des services à la personne et la population, à continuer la mobilisation contre la loi du 05 Août 2021. « Vaccinés » ou non, le principe du danger implicite de cette loi demeure toujours pour la société entière.

Basse-Terre, le 31 Janvier 2022